



Accord-cadre n°2026DG06

Acquisition de matériels audio-visuels et prestations associées

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE	2
1. PROCEDURE	6
2. DONNEES GENERALES SUR LE MARCHE	6
2.1. OBJET DU MARCHE	6
2.2. ALLOTISSEMENT.....	6
2.3. DUREE DU MARCHE	6
2.4. ELEMENTS FINANCIERS	7
3. FORME DU MARCHE	7
3.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE	7
3.2. MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE.....	7
3.3. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	8
3.4. FORME ET DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
4. PIECES CONTRACTUELLES.....	9
4.1. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	9
4.2. PIECES CONTRACTUELLES DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	10
6. EXECUTION DES PRESTATIONS ET DES BONS DE COMMANDE	10
6.1. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
6.2. ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE.....	10
6.3. DEVIS PREALABLE	11
7. CONDUITE DES PRESTATIONS	11
8. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	12
9. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....	12
9.1. CO-TRAITANCE.....	12
9.2. SOUS-TRAITANCE	13
10. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	13
12. CONFIDENTIALITE	14
13. NEUTRALITE	14
14. VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	14
14.1. VERIFICATION QUANTITATIVE.....	14

14.2.	VERIFICATION QUALITATIVE	14
15.	DECISION APRES VERIFICATION DES PRESTATIONS	15
15.1.	DECISION D'AJOURNEMENT	15
15.2.	DECISION DE REFACTION	15
15.3.	DECISION DE REJET	15
16.	ASSURANCE	15
17.	PENALITES.....	16
17.1.	PENALITES POUR RETARD	16
17.2.	PENALITES DIVERSES	16
17.3.	PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES	16
18.	MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....	17
18.1.	FORME DES PRIX ET CONTENU DES PRIX.....	17
18.2.	CONTENU DU PRIX.....	17
18.3.	TAUX DE TVA – MONNAIE	17
18.4.	ACTUALISATION DES PRIX	17
18.5.	REVISION DES PRIX.....	17
19.	CLAUDE DE REEXAMEN.....	18
19.1.	AUGMENTATION DES PRIX QUI POURRAIENT ALTERER L'EQUILIBRE FINANCIER DU CONTRAT	18
19.2.	EVOLUTION DES MATERIELS	19
19.3.	SUBSTITUTION D'UN NOUVEAU TITULAIRE AU TITULAIRE INITIAL DU MARCHE	19
20.	AVANCE	19
21.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	19
21.1.	DELAI DE PAIEMENT	19
21.2.	INTERETS MORATOIRES.....	19
21.3.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	20
21.4.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT DANS LE CADRE DE LA TVA INTRACOMMUNAUTAIRE	20
21.5.	REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	20
21.6.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	21
21.7.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	21
22.	UTILISATION DES RESULTATS	21
23.	RESILIATION	21
24.	DIFFERENDS	21
25.	COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	21



1 43 300

formations dispensées

Dans un monde ouvert et en mutation, le Cned s'est donné pour mission de garantir à chacun, quelle que soit sa situation, les moyens de sa réussite scolaire et professionnelle

200

formations proposées

**Le Cned
au service
de toutes
les réussites**

1 753 187 évaluations corrigées
96% des copies dématérialisées
2,94 jours, délai moyen de correction
des copies numériques

369 450 appels reçus
114 500 courriels traités
13 440 000 visites sur cned.fr



Budget et effectif

Budget

90,9 M€
de budget

53,6 M€
de recettes
commerciales

31,2 M€
de subvention
pour charge
de service public

Effectifs

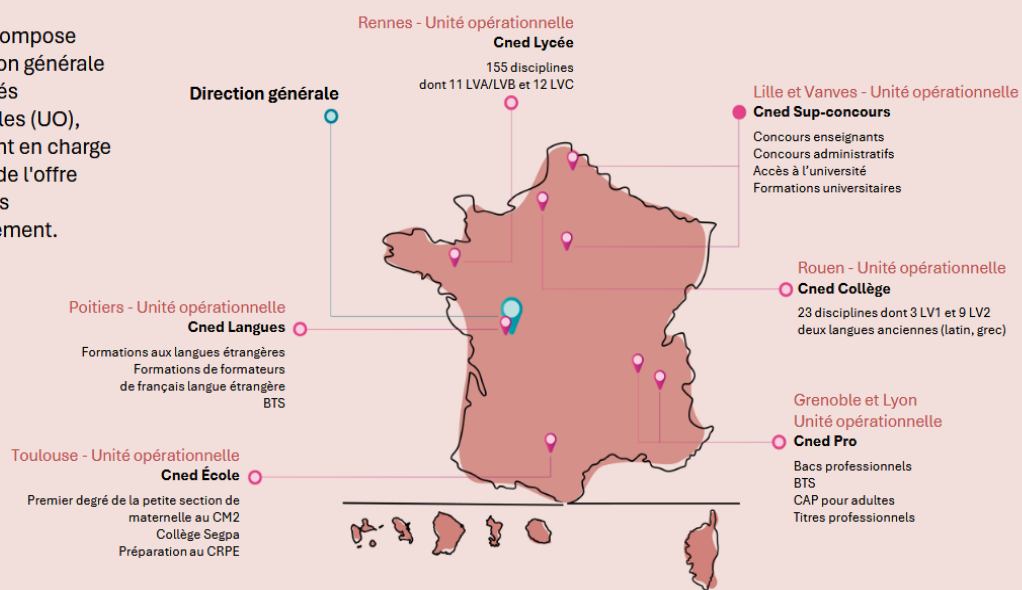
1 000
agents

1 100
enseignants
de l'Éducation
nationale

+ de 2 000
experts
pédagogiques



Le Cned se compose d'une direction générale et de six unités opérationnelles (UO), chacune étant en charge d'une partie de l'offre de formations de l'établissement.



1. PROCEDURE

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le Cned se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2. DONNEES GENERALES SUR LE MARCHE

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition de matériels audio-visuels et prestations associées.

2.2. Allotissement

La prestation est décomposée selon les lots ci-dessous :

Lot 1	Acquisition de matériels audio et vidéo de tournage
Lot 2	Acquisition de matériels et logiciels de post-production audio et vidéo

2.3. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de deux ans, reconductible deux fois pour une durée d'un an.

La reconduction est tacite, le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction, la décision du Cned est notifiée au titulaire par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS au moins un mois avant la date de reconduction du marché.

Toutefois, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période en cours, la reconduction peut être anticipée par décision expresse du Cned adressée par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS qui constate l'atteinte du maximum de l'accord-cadre et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre.

Le nombre maximal de reconductions est indiqué ci-dessus ; l'anticipation d'une période ne peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre de périodes.

La durée totale de l'accord-cadre correspond au cumul de toutes les périodes.

2.4. Eléments financiers

Lot 1 Acquisition de matériels audio et vidéo de tournage		
<u>Période</u>	<u>Montant estimé</u>	<u>Montant maximum</u>
Période Initiale (ferme)	60 000 € HT	120 000 € HT
Première reconduction	25 000 € HT	70 000 € HT
2ème reconduction	25 000 € HT	70 000 € HT
Total	110 000 € HT	260 000 € HT

Lot 2 Acquisition de matériels et logiciels de post-production audio et vidéo		
<u>Période</u>	<u>Montant estimé</u>	<u>Montant maximum</u>
Période Initiale (ferme)	60 000 € HT	150 000 € HT
Première reconduction	40 000 € HT	80 000 € HT
2ème reconduction	60 000 € HT	100 000 € HT
Total	160 000 € HT	330 000 € HT

3. FORME DU MARCHÉ

3.1. Forme de l'accord-cadre

Le marché est un accord-cadre multi attributaire en vertu des articles L2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-14 du Code de la commande publique, comportant :

- des marchés subséquents, avec remise en concurrence, pour les prestations d'un montant égal ou supérieur à 7 500 € HT (article 3.3 du présent CCAP) pour chaque lot concerné
- des bons de commande pour les prestations (telles que définies à l'article 3.2 du présent CCAP) d'un montant inférieur à 7 500 € HT (au titulaire de rang 1 du lot concerné - article 6.1 du présent CCAP)

L'accord cadre est conclu avec deux titulaires sous réserve d'un nombre d'offres suffisant.

La méthode d'attribution des bons de commande est décrite à l'article 3.2 du présent CCAP.

La méthode d'attribution des marchés subséquents et des bons de commande est décrite à l'article 3.3 du présent CCAP.

Le Cned se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des prestations exceptionnelles, de par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre, en cas de consultation (demande de devis ou marché subséquent) restée sans réponse des titulaires.

3.2. Modalités d'attribution des bons de commande

Les commandes inférieures à 7 500€ HT font l'objet d'un bon de commande.

Lorsque le Cned souhaite passer un bon de commande, il adresse son besoin au titulaire de rang 1. Le délai maximum de réponse est indiqué dans la sollicitation.

Le Cned peut exiger un délai de livraison maximum. Dans ce cas, le titulaire de rang 1 doit s'engager par écrit sur un délai de livraison conforme à ce délai maximum.

Si le titulaire de rang 1 indique qu'il ne peut pas respecter le délai de livraison maximum de la sollicitation initiale, le Cned adresse la même demande au titulaire de rang 2, qui dispose du même délai de réponse.

Le Cned adresse un bon de commande qui fixe le délai de livraison conformément à l'engagement du titulaire.

3.3. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre. La demande d'offre sera établie par voie dématérialisée via la plateforme « PLACE » sur www.marches.publics.gouv.fr.

Des prestations peuvent nécessiter un échange technique avec les titulaires du lot concerné avant transmission du CCP définitif du marché subséquent (par exemple en vue de vérifier la faisabilité du projet).

La date limite de remise des offres imposée par le Cned sera indiquée dans les documents de la consultation. Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.

Les critères d'appréciation des offres seront les suivants :

Critère 1 : Prix (entre 40 et 60%)

Critère 2 : Valeur technique (entre 40 et 60%)

L'analyse du prix s'effectue sur le montant TTC et selon la méthode traditionnelle dite « inversement proportionnelle » : l'offre recevable la plus basse établie sur la base du prix forfaitaire ou du DQE (Détail Quantitatif Estimatif) publié, obtient la meilleure note, les autres offres étant notées proportionnellement à celle-ci.

Le critère de la valeur technique fait l'objet d'une évaluation de 0 à 10 appréciée comme suit :

Barème de notation :

Points	Appréciation	
9 ou 10	Excellent (-/+)	L'offre dépasse sur tous les aspects le niveau/la qualité recherchés
7 ou 8	Très bien (-/+)	L'offre dépasse sur plusieurs aspects le niveau/la qualité recherchés
5 ou 6	Bien (-/+)	L'offre atteint le niveau/la qualité recherchés – réponse complète et précise
3 ou 4	Passable (-/+)	L'offre proposée atteint un niveau/une qualité globalement acceptables avec quelques observations mineures ou éléments de réponse peu explicites.
1 ou 2	Insuffisant (-/+)	L'offre proposée n'atteint pas, pour certains aspects importants, le niveau/ la qualité recherchés ou éléments de réponse généralistes
0		Absence d'information ou hors sujet/ Non éliminatoire

Les notes attribuées (de 0 à 10) se voient ensuite appliquer la pondération affectée au critère correspondant.

Note Finale :

Un classement final des offres est ensuite effectué, sur la base d'une note globale sur 100, résultant de l'addition des notes pondérées sur les critères décrits ci-avant.

Les calculs des notes sont effectués avec deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas d'égalité dans la notation globale entre plusieurs candidats, le candidat ayant la meilleure note sur le critère prix obtient la première place au classement.

Dans le cas où la remise en concurrence est infructueuse, en raison de l'absence de réponse ou du caractère inappropriée des réponses reçues, l'acheteur se réserve le droit de faire appel à un prestataire tiers de son choix sans que les titulaires puissent prétendre à une quelconque indemnité.

3.4. Forme et durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents qui seront conclus sur la base de l'accord-cadre seront des marchés ordinaires.

Les montants seront précisés par chaque marché subséquent.

Les marchés subséquents peuvent être conclus pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Chaque marché subséquent indiquera la durée qui lui est propre.

L'exécution des marchés subséquents régulièrement conclus pourra s'achever dans un délai supérieur à la date de fin de validité de l'accord-cadre pour le délai nécessaire à l'exécution des prestations.

4. PIÈCES CONTRACTUELLES

4.1. Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'annexe financière (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction entre un document signé et un même document non signé, les documents signés prévalent.

Toute clause portée dans le(s) barème(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

4.2. Pièces contractuelles des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L'ensemble des pièces énumérées à l'article 4.1 du présent accord-cadre ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) valant acte d'engagement des marchés subséquents ;
- L'annexe financière ;
- L'offre technique du titulaire, le cas échéant.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prescriptions techniques sont décrites au CCTP.

6. EXECUTION DES PRESTATIONS ET DES BONS DE COMMANDE

6.1. Modalités d'exécution des prestations

Les prestations (telles que définies ci-dessous) d'un montant inférieur à 7 500 € HT font l'objet de bons de commande attribués au prestataire de rang 1 et donnent lieu à paiement sur la base des quantités réellement exécutées.

Par prestation, on entend l'ensemble des fournitures, accessoires et services faisant l'objet de la demande de devis.

Le montant de 7 500 € HT s'apprécie pour chaque bon de commande distinct.

Dans le cas où l'attributaire de premier rang n'est pas en mesure d'exécuter les prestations demandées, l'attributaire de rang 2 (celui classé en deuxième position au terme de l'analyse des offres) peut être sollicité.

Le titulaire s'engage à motiver les raisons pour lesquelles il n'est pas en mesure de répondre à la demande, le cas échéant.

Si aucun des titulaires n'est en mesure de répondre dans les conditions et les délais prescrits, l'acheteur se réserve le droit de faire appel à un prestataire tiers de son choix sans que les titulaires puissent prétendre à une quelconque indemnité.

6.2. Etablissement des bons de commande

6.2.1. Généralités

Les bons de commande sont établis par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant, durant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont transmis par mail ou par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine et indiquent :

- la désignation des prestations,

- la quantité commandée,
- le ou les lieux de livraison,
- la référence au marché (et du lot concerné),
- le prix correspondant (et la référence du devis le cas échéant),
- le délai d'exécution des prestations et la date de livraison sur laquelle le prestataire s'est engagé,
- la date de la commande.

6.2.2. Délais

Le délai d'exécution d'un bon de commande est le temps compris entre la date de notification du bon de commande et la livraison des fournitures/l'admission des prestations commandées. Le prestataire s'engage (sur devis, par mail ou tout autre document) sur ce délai d'exécution qui sera fixé sur le bon de commande.

En cas de retard de livraison supérieur à 5 semaines au-delà du délai mentionné sur le bon de commande, le Cned se réserve la possibilité d'annuler la ou les lignes de commande non livrées, sans indemnisation, et éventuellement de solliciter le titulaire de rang 2.

L'exécution du bon de commande pourra s'achever au-delà de la date de fin de validité de l'accord-cadre/du marché subséquent auquel il se rattache dans le délai nécessaire à l'exécution des prestations.

6.2.3. Modification ou annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé par le Cned, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant de donner date certaine, dans les conditions suivantes :

Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification ou de l'annulation, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

Si la modification ou l'annulation est à l'initiative du Cned, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge du Cned. Le titulaire remet une demande de paiement à ce dernier précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

La modification ou l'annulation du bon de commande par le Cned prend effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire.

6.3. Devis préalable

Le Cned se réserve la possibilité de commander, en fonction des besoins, d'autres produits proposés par le titulaire et qui ne figurent pas au bordereau des prix unitaires. Pourront être commandées les fournitures, logiciels et prestations qui :

- Sont commercialisés par le titulaire pour l'ensemble de sa clientèle
- Relèvent de l'objet du présent accord-cadre et de la famille de produits attribués au titulaire.

7. CONDUITE DES PRESTATIONS

7.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché

Il est fait application de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire désigne dès la notification la personne chargée du suivi du marché, habilitée à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet interlocuteur sera notamment le représentant du titulaire lors de la réunion de démarrage en distanciel. Dès la notification du marché il sera organisé une réunion de démarrage entre le prestataire et le Cned. Cette réunion, qui devra intervenir sous 8 jours ouvrés à compter de la notification, permettra notamment d'établir les contacts entre les personnes référentes et les modalités de fonctionnement.

Le titulaire met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la continuité des prestations en cas d'absence prévue et imprévue de l'interlocuteur dédié (continuité d'activité).

7.2. Remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire doit en informer sans délai le Cned. Si le Cned constate cette indisponibilité, il notifie ce constat par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

En cas de non-respect des modalités de désignation d'un nouveau responsable technique, le titulaire se voit appliquer une pénalité dont le montant est fixé à l'article 18.2.

7.3. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le Cned adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

8. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le marché est un contrat avec une obligation de résultat. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour la bonne exécution des prestations et de veiller à leur réalisation.

Le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

9. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

9.1. Co-traitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de 8 jours maximum à compter de la notification par le groupement de la défaillance ou du constat par le Cned, notifié par tout moyen permettant de donner date certaine.

A défaut, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

9.2. Sous-traitance

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique (articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants), le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous sa responsabilité.

Le titulaire doit préalablement demander l'acceptation du/des sous-traitant(s) envisagé(s), ainsi que l'agrément des conditions de paiement, au Cned par la transmission des documents suivants :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, joint au DCE), dûment complété et signé, mentionnant en particulier la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom / raison ou dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues,
- Tout document justifiant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant envisagé (dont le formulaire DC2).

10. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent :

- principalement à la Direction générale - Chasseneuil du Poitou (86) Technopole du Futuroscope aux adresses ;
 - o Téléport 2 – Site du Futuroscope - 2, Boulevard Nicéphore Niepce CS 80300 - 86963 Futuroscope Cedex (adresse postale)
 - o Téléport 2 – Site du Futuroscope - 14, avenue René Cassin - 86360 Chasseneuil-du-Poitou (adresse physique)
- occasionnellement :
 - o sur l'unité opérationnelle de Rennes - 7 rue du Clos Courtel 35700 Rennes,
 - o sur l'unité opérationnelle de Toulouse - 3 allée Antonio-Machado 31100 Toulouse.

Dans le cas de la présence du représentant du titulaire dans les locaux du Cned, celui-ci doit se conformer au règlement et aux consignes inhérents aux bâtiments et services concernés.

Afin de limiter au maximum les impacts néfastes sur l'environnement, ces réunions seront organisées dans la mesure du possible par tout moyen de visio-conférence. A titre d'information le Cned utilise la solution MICROSOFT TEAMS.

11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le non-respect de cette obligation est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

12. CONFIDENTIALITE

Le titulaire et ses préposés ont accès à la connaissance d'une partie du système d'information du Cned et à des informations concernant la sécurité informatique.

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doit être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

13. NEUTRALITE

Afin d'éviter toute situation de sous-traitance occulte et/ou d'exploitation des données par une société tierce, le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans la réalisation des prestations. Il garantit à ce titre que les préposés diligentés pour l'exécution des prestations, ne sont aucunement liés ou dépendants, de manière directe ou indirecte, à des intérêts d'autres sociétés.

14. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Il est fait application des dispositions du chapitre 5 du CCAG-FCS.

Pour le lot 1 : Le Cned dispose d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la livraison pour procéder aux opérations de vérification.

Pour le lot 2 : Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, à l'issue des opérations d'installation et de mise en service des matériels et logiciels, le Cned dispose d'un délai d'un mois pour procéder aux opérations de vérification.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'acheteur n'avise pas le titulaire des dates de vérification.

14.1. Vérification quantitative

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

14.2. Vérification qualitative

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession. Elles ont pour objet de vérifier la conformité de la prestation aux stipulations du marchés exprimées dans le CCTP et dans l'offre technique du titulaire.

15. DECISION APRES VERIFICATION DES PRESTATIONS

Si la livraison est conforme aux stipulations du marché et répond au besoin exprimé dans le CCTP, l'admission est prononcée.

Toutefois, dans le cas de prestations incluant des prestations de services, l'admission donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'admission.

Dans le cas contraire, le Cned prend une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet selon les conditions décrites à l'article 30 du CCAG-FCS.

15.1. Décision d'ajournement

Dans le cas d'une décision d'ajournement, celle-ci est motivée et notifiée par mail. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter à nouveau les prestations mises au point à compter de la notification de la décision d'ajournement.

Le titulaire dispose d'un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour l'accepter. En cas de refus ou de silence gardé durant de ce délai, le Cned peut prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou les rejeter dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus ou de l'expiration du délai de 10 jours ci-dessus mentionné.

En cas de silence gardé par le Cned au-delà de ce délai de quinze jours, il y a décision implicite de rejet.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, il y a une nouvelle vérification des prestations tel que défini aux articles 14.1 et 14.2 du présent CCAP.

15.2. Décision de réfaction

Lorsque le Cned estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

15.3. Décision de rejet

Lorsque le Cned estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

16. ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'un assurance responsabilité professionnelle (RCP), au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant toute la durée du marché, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier de la mise à jour de la validité du document. En cas de modification des conditions du contrat d'assurance, il doit en informer le Cned dans les meilleurs délais.

A défaut de production, après demande du Cned, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande du Cned, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

17. PENALITES

17.1. Pénalités pour retard

Sous réserve du bénéfice d'une prolongation d'exécution prévu par l'article 13.3 du CCAG-FCS ou d'un sursis de livraison prévu par l'article 21.5 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, le Cned applique des pénalités de retard.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour retard, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) retard(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont fixées à 5% du montant de la/des ligne(s) de commande concernée(s) par tranche de 5 jours ouvrés de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 200 €.

L'application des pénalités pour retard est plafonnée à 10 % du montant HT du marché subséquent ou du bon de commande concerné. Au-delà, les pénalités pour retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire, ni de la faculté pour le Cned de demander réparation du préjudice subi. En outre, le Cned se réserve la possibilité, en application de l'article 6.2.3 du présent CCAP, d'annuler totalement ou partiellement une commande, sans indemnisation.

17.2. Pénalités diverses

Pénalité forfaitaire pour non-respect des modalités de désignation d'un nouveau responsable technique du marché : 100 €.

17.3. Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En cas de non-respect des obligations environnementales prévues à l'article 7 du CCTP constaté par le Cned, il adresse au titulaire un courrier l'enjoignant à se conformer à ses obligations environnementales prévues par le marché dans un délai indiqué par ce courrier. Ce délai ne saurait dépasser 30 jours calendaires. Le courrier est transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine.

Le titulaire est invité à présenter ses observations avant l'expiration du délai de mise en conformité prévu au paragraphe ci-dessus. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que la non-conformité n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour non-respect des obligations

environnementales s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai indiqué par le courrier est expiré.

Des pénalités forfaitaires de 50 € par jour ouvré sont appliquées en cas de non-respect des obligations environnementales.

L'application des pénalités pour non-respect des obligations environnementales est plafonnée à 500 € sur la durée du marché.

18. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

18.1. Forme des prix et contenu des prix

Les prestations du marché sont traitées à prix unitaires tels qu'indiqués dans l'annexe financière (BPU). Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

18.2. Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'hébergement, les repas, l'assurance, la gestion des déchets, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire communique les éléments relatifs aux marges pour risque et bénéfices, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande.

Les marges servent au calcul de l'indemnisation et sont couvertes par le secret industriel et commercial.

18.3. Taux de TVA – Monnaie

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du marché.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

18.4. Actualisation des prix

Les prix du marché ne sont pas actualisables.

18.5. Révision des prix

Le présent article s'applique exclusivement aux tarifs figurant au BPU.

Les prix figurant au BPU sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG FCS, les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

Le Cned procède au calcul de la révision selon les modalités ci-dessous. Les prix issus de ce calcul seront adressés au titulaire, au plus tard, quinze (15) jours ouvrés avant la date de révision des prix du marché.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

La formule suivante est appliquée :

$$P_1 = P_0 \frac{S_1}{S_0}$$

Où :

- P_1 = prix révisé
- P_0 = prix d'origine
- S_0 = la valeur définitive de l'indice S correspondant mois de février 2026.
- S_1 = dernier indice définitif S publié à la date de révision

L'indice S est Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 09.1 - Matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'information - Identifiant 001764148

19. CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, des avenants pourront être conclus en cours d'exécution du marché dans les cas suivants :

19.1. Augmentation des prix qui pourraient altérer l'équilibre financier du contrat

En cas d'augmentation des coûts résultant de circonstances extérieures aux parties et conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché des sommes représentant plus de quinze (15) % du prix du marché, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, les parties pourront décider de modifier les prix du marché dans les conditions définies ci-après.

Pour les prix unitaires, cette clause s'applique prix unitaire par prix unitaire.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision du Cned mais est initiée par le seul titulaire.

Le titulaire adresse au Cned, par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justifiant le dépassement du seuil précisé au premier alinéa du présent article. A cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement et de justifier de ses causes.

A la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, le Cned notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au titulaire un ou plusieurs prix nouveaux permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts.

En tout état de cause, ces nouveaux prix ne prendront en compte au maximum que 90% de l'augmentation de leur coût.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification des prix nouveaux pour les accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté les nouveaux prix fixés par le Cned.

En cas d'acceptation, les nouveaux prix s'appliquent en lieu et place des prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, les prix initiaux demeurent applicables.

L'ensemble des prix nouveaux ainsi notifiés pourra être modifié par le Cned en cas de retour à un prix inférieur au seuil d'augmentation, les prix initiaux, éventuellement révisés, du marché s'appliqueront à nouveau.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

19.2. Evolution des matériels

En cas d'arrêt de la commercialisation, d'évolution de la gamme du matériel proposé, le titulaire propose un nouveau matériel techniquement équivalent ou supérieur au matériel retenu dans le cadre du présent marché et répondant aux mêmes fonctionnalités.

19.3. Substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, un avenant pourra être établi en cas de substitution d'un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration ou de reprise, au titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le Cned en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, procès-verbal de décision le cas échéant...).

Il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Cned pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

20. AVANCE

Sauf refus définitif et expresse exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, celui-ci bénéficie d'une avance telle que prévue aux articles L.2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique, sous réserve que les conditions en soient remplies.

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé 5%.

21. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

21.1. Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou de 30 jours **à compter de la date d'admission des prestations si elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.**

21.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai indiqué au 21.1 fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire. Le taux des IM est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

21.3. Présentation des demandes de paiement

Les prestations font l'objet d'un paiement à l'issue de leur admission.

Outre les mentions obligatoires, la demande de paiement précise :

- Numéro de SIRET du titulaire ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- N° du marché et du lot concerné ;
- Référence du bon de commande le cas échéant ;
- Désignation des prestations ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

La facturation électronique étant obligatoire pour toute entreprise fournisseur du secteur public, les entreprises déposent leur(s) facture(s) sur le portail Chorus Pro, à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> (information disponible sur le site Communauté Chorus Pro <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

NB. : Lors du dépôt des factures, le SIRET à renseigner pour le Cned (Direction générale) est le suivant : 197 529 050 001 83.

L'ordonnateur des dépenses, ainsi que la personne habilitée à fournir des renseignements au sens de l'article R.2191-55 du Code de la commande publique, est la Directrice générale du Cned, ou son représentant.

21.4. Présentation des demandes de paiement dans le cadre de la TVA intracommunautaire

Le prestataire situé au sein de l'Union Européenne et hors de France établit des factures selon les modalités suivantes :

- Tous les montants sont exprimés hors taxe,
- La facture comporte la mention « Autoliquidation » ou « Mécanisme d'autoliquidation » et précise que la TVA est due par l'acheteur,
- La facture indique les numéros de TVA intracommunautaire du prestataire et du Cned (FR00 197 529 050).

21.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

➤ **En cas de groupement conjoint** (chaque membre du groupement ne s'engage que pour la partie qu'il exécute)

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

➤ **En cas de groupement solidaire** (chaque membre du groupement s'engage financièrement pour la totalité du marché)

Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

21.6. Comptable assignataire des paiements

M. l'agent comptable du CNED
2 boulevard Nicéphore Niepce
Téléport 2 – CS 80300
86963 FUTUROSCOPE CEDEX

21.7. Cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article R.2191-45 du Code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur le Cned à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

En cas de sous-traitance, le montant maximum pouvant être cédé ou donné en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

22. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS.

23. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

24. DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

25. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

26. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 7.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS.

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

L'article 17.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 17.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 18.5 du présent CCAP déroge à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS.